



# CCI INFO

## Bimestriel d'information de la Chambre de Commerce et d'Industrie du GERS

Novembre - Décembre 2013 / n° 131

### SOMMAIRE

|                                     |     |
|-------------------------------------|-----|
| AGENDA<br>ACTUALITÉ                 | 2   |
| LES CLIENTS DE LA<br>CCI TÉMOIGNENT | 3   |
| DOSSIER                             | 4-5 |
| INFO PRATIQUE<br>CHIFFRES CLÉS      | 6   |
| FORMATION<br>EMPLOI                 | 7   |
| INFO ÉCONOMIQUE                     | 8   |

### DOSSIER L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DANS L'ENTREPRISE

## LE MOT DU PRESIDENT

### Très Haut débit : viser la 4G ! Solution la mieux adaptée au Gers

Au côté des routes à 2 x 2 voies pour transporter les marchandises, le haut débit pour transporter les informations est devenu un élément clé de l'**attractivité** d'un territoire pour ses **entreprises** comme pour ses **habitants** actuels ou à venir.

Le **très haut** débit internet **fixe** (fibre optique) et **mobile** (4 G) sont en cours de déploiement par les opérateurs privés dans les zones les plus denses (grandes agglomérations) ; les zones **rurales peu denses** comme le Gers ne sont **pas prioritaires** car peu ou pas rentables.

Des financements publics sont prévus pour pallier cette carence à travers un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN) piloté par le Conseil Général.

Avec l'accélération actuelle de la couverture 4G, la proposition de la CCI faite début 2012 d'introduire significativement la technologie **4 G dans le SDAN** du Gers prend aujourd'hui tout son sens.

La 4G n'est pas seulement un débit multiplié par 6 ou 7 pour les téléphones mobiles. C'est aussi (et surtout) une technologie conçue pour Internet et le transport de données. Les applications vont concerner tous les secteurs : le tourisme, l'agriculture, le e-commerce, les transports, l'énergie, l'industrie, la santé, la sécurité...

Au final, la **4G** offre une **qualité de service** et un **débit** qui correspond aux **besoins** des consommateurs et des entreprises avec la **mobilité en plus** à un **coût très inférieur** : quand la fibre nécessite de lourds travaux de génie civil jusqu'à chaque abonné, le déploiement de réseaux 4G repose sur l'utilisation et l'optimisation du réseau de couverture mobile existant. C'est la solution **la mieux adaptée** à une **couverture totale** des départements ruraux **peu denses** comme le **Gers**.

Plusieurs opérateurs offrent déjà une couverture partielle du Gers. Pour les convaincre d'amplifier le mouvement, le défi est simple à relever : **viser directement la 4G** pour les zones très rurales, faire du Gers un **département pilote**, développer des applications.

Michel DOLIGÉ  
Président

## JOURNÉE IN'TOURISME INNOVATION NUMÉRIQUE POUR LE TOURISME - 25 NOVEMBRE

La 3ème Edition de la Journée de l'Innovation Numérique pour le Tourisme aura lieu le lundi 25 Novembre 2013 de 9h à 17h à la CCI du Gers à Auch.

Cette journée d'étude à destination des professionnels du secteur privé marchand (Hôtels, Hôtels restaurants, hôtellerie de plein air, restaurants, chambres d'hôtes, gîtes, prestataires touristiques de loisirs, ...) a pour objectif de vous informer et de vous former aux questions d'innovation et de créativité dans le domaine du E-Tourisme. Cette année, Jonathan Vidor, professeur de webmarketing à HEC et Fondateur de JWWEB Agence experte en webmarketing, interviendra toute la journée sur des thématiques clés de l'E-Tourisme et nouvelle technologie.

A 17h, Antoine Chotard, responsable Veille & Prospective AEC (Aquitaine Europe Communication) Agence des initiatives numériques de la région Aquitaine parlera des "Objets connectés".

Pour en savoir plus : <http://www.facebook.com/LesAteliersETourisme>

Pour vous inscrire :

Contacts CCI du GERS :

Audrey FIEVET

Tél : 05 62 61 62 71

Email : [a.fievet@gers.cci.fr](mailto:a.fievet@gers.cci.fr)

Marie-Stéphane CAZALS

Tél 05 62 61 62 25

Email : [ms.cazals@gers.cci.fr](mailto:ms.cazals@gers.cci.fr)

## CLUB RESSOURCES HUMAINES 5 DÉCEMBRE 2013

La CCI du GERS organise une réunion réservée aux membres du Club RH le **jeudi 5 décembre 2013** de 9 h à 12 h dans les locaux de la Caisse d'Allocations Familiales à Auch.

Marie-Pierre REULET de la mutuelle PRE-VIFRANCE développera le thème de la mutuelle obligatoire : Quand ? Comment ? Quels avantages fiscaux ? Conséquences de l'ANI du 11 janvier 2013.

Si vous souhaitez devenir membre, le Club RH se réunit 3 fois par an sur des thèmes déterminés par le Comité de Pilotage.

Contact CCI du GERS :

Elise DARQUES

Tél : 05.62.61.62.19

Email : [e.darques@gers.cci.fr](mailto:e.darques@gers.cci.fr)

## REUNION DU CLUB EXPORT 5 DÉCEMBRE 2013

La prochaine réunion du Club aura lieu le **5 décembre 2013 à 18h** à la CCI du GERS. Les échanges porteront sur le thème suivant : « **méthodes de prospection et de distribution, démarches individuelles, actions collectives** »

Ce club s'adresse aux entreprises exportatrices du Gers, débutantes ou chevronnées. Si vous souhaitez rejoindre le Club Export,

Contact CCI du GERS :

Morgane VERGLAS

Tél : 05.62.61.62.56

Email : [m.verglas@gers.cci.fr](mailto:m.verglas@gers.cci.fr)

## CONJONCTURE

### L'emploi salarié industriel progresse au 2ème trimestre 2013

L'emploi industriel progresse de **1,1%** dans le Gers au 2ème trimestre 2013 par rapport à 2012. Il progresse également de **1,1%** sur 1 an. La **construction** perd des emplois au 2ème trimestre dans tous les départements de Midi-Pyrénées, à l'exception du Gers (+0,2%) mais le département voit ses effectifs baisser de **5,2%** sur un an.

L'emploi dans les **services marchands** hors intérim fléchit de **1,2%** au 2ème trimestre dans le Gers comme dans tous les départements de Midi-pyrénées (-0,2% sur 3 mois).

L'emploi **intérimaire** baisse plus fortement sur le département (-12,8% sur 3 mois) qu'au niveau régional (-4,3%).

Au total, l'**emploi salarié** est en baisse de **1,4%** dans le Gers sur un an (-0,4% en Midi-Pyrénées).

Source: Rédaction CCI du Gers - Données INSEE Midi-Pyrénées - Estimation d'emploi- Octobre 2013

### Les nuitées dans l'hôtellerie gersoise en hausse de 14% au mois d'Août grâce à la forte hausse de la fréquentation des clientèles étrangères

Le nombre de nuitées enregistrées par l'hôtellerie gersoise est en hausse de 14% au mois d'Août 2013 par rapport à 2012. Ces bons résultats permettent aux professionnels de compenser l'arrivée tardive des touristes et d'afficher des progressions respectives de 4%, en Juillet-Août de 5 % et sur les 8 premiers mois de l'année 2013. Au total, l'hôtellerie a enregistré 37488 nuitées sur cette période dont 11% sont réalisées auprès de la clientèle étrangère en hausse de 51% par rapport à 2012 (+84% pour le seul mois d'Août). Cette progression de la clientèle étrangère hôtelière dans le Gers est la plus forte enregistrée parmi les départements de Midi-Pyrénées.

Source: Rédaction CCI du Gers - Données: INSEE Midi-Pyrénées - Direction du tourisme - partenaires régionaux - Octobre 2013

## OPÉRATIONS COLLECTIVES

Vous êtes commerçant ou artisan à **Auch, Eauze, Mirande, Nogaro, Lectoure** ou dans le Pays **Val d'Adour** et vous avez un projet de modernisation et/ou de mise aux normes accessibilité pour personnes à mobilité réduite.

Vous pouvez **bénéficier d'un soutien financier dans le cadre de l'opération collective** actuellement en vigueur sur ces zones géographiques, selon une procédure, des conditions d'éligibilité et des modalités d'attribution bien précises.

Contact CCI du GERS :

Martine SABATHIER

Tél : 05.62.61.62.53

Email : [m.sabathier@gers.cci.fr](mailto:m.sabathier@gers.cci.fr)

## DIAGNOSTIC ACCESSIBILITÉ

Tous les établissements recevant du public doivent se mettre en conformité avec la réglementation relative à l'accessibilité avant le 01/01/2015. La CCI a négocié auprès d'un cabinet spécialisé des **tarifs préférentiels** pour réaliser un diagnostic accessibilité dans les commerces, restaurants, hôtels.

La prestation : visite sur site avec relevé des points de non-conformité au regard de la réglementation, recherche, proposition et chiffrage des solutions techniques les mieux adaptées, remise d'un rapport.

Contact CCI du GERS :

Martine SABATHIER

Tél : 05.62.61.62.53

Email : [m.sabathier@gers.cci.fr](mailto:m.sabathier@gers.cci.fr)

## BOURSE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Pour vous implanter ou développer votre activité dans le Gers, pour louer ou vendre des **bureaux**, des **entrepôts**, des **terrains**, des **locaux commerciaux et industriels**, des fonds de commerce ... et tous les biens immobiliers à destination des entreprises : une seule adresse **[www.gers.cci.fr](http://www.gers.cci.fr)**

Actuellement, dans la Bourse de l'Immobilier d'Entreprise :

**A VENDRE** ou **A LOUER** à **PLAISANCE**, sur un site clôturé avec entrée indépendante, un ou plusieurs corps de bâtiments de 306 à 9000 m<sup>2</sup> comprenant bureaux, show room, quais, accès PL et parking. Surface : 306 à 9000 m<sup>2</sup>.

Prix à la location : 1 à 2,10 € HT le m<sup>2</sup>

Prix de vente : 1,4 Millions €

Pour en savoir plus

**et consulter toutes nos offres :**  
**[www.gers.cci.fr](http://www.gers.cci.fr)**

## UNE PRIORITÉ QUI AVANCE

**Priorité 4 - Transformer les ressources - Développer l'industrie et service liés à la valorisation des produits de l'agriculture et des ressources de la Terre**

La CCI du GERS poursuit ses investissements dans des **infrastructures d'accueil** de jeunes entreprises de transformation agro-alimentaires, zone industrielle du Mouliot à Auch : les hôtels d'entreprises **Agroparc**.

Après l'installation de "Gers Boeuf" (8 salariés) en 2011 dans un atelier agréé CE de transformation de viande bovine de 550 m<sup>2</sup>, "Moose Smokehouse" (5 salariés) s'est installé en décembre 2012 dans un second module de 400 m<sup>2</sup> pour y fabriquer du saumon fumé d'origine d'Irlande et Ecosse, dont une partie certifiée bio. La construction d'un nouveau module de 1 000 m<sup>2</sup> est en cours.

## FAIRE TOMBER LES CLICHÉS À L'EXPORT

### Témoignage de François Thibert PDG d'Air Support à Pujaudran

Pour François Thibert, PDG d'Air Support, pour vendre ses produits à des clients étrangers, il faut certes connaître le B.A. B.A. des coutumes, mais surtout avancer ses arguments en toute simplicité. Le patron d'Air Support est celui qui pourrait donner envie à tous les chefs d'entreprises gersois de partir en croisade. « Ce n'est pas parce qu'on est français, gersois, petit, que l'on doit être timide. Si l'on a des arguments commerciaux valables, des produits adaptés au marché, on y va. Attention, précise-t-il, cela ne signifie pas qu'il faille se montrer arrogant. Je dis simplement qu'il ne faut pas hésiter à essayer. Cela marchera ou pas ». Optimiste mais pas candide. Sa société, spécialisée dans la maintenance aéronautique réalise 47% de son activité à l'export. « C'est beaucoup, mais cela n'est jamais suffisant ! »

Pour François Thibert, la meilleure manière d'aborder les clients étrangers est d'y aller « en abordant sans complexe, mais avec des arguments solides évidemment, les clients que l'on a identifiés. L'approche la plus directe possible est la meilleure. On les identifie et on les approche en direct. Pour ma part, la langue n'est pas un problème. C'est tout en anglais, même si ce n'est pas terrible, on arrive toujours à se comprendre ! ».

« On n'est pas forcément les mieux placés sur les prix, mais il faut faire valoir nos domaines de force où l'on peut apporter nos arguments : performance en terme de délais de réparation. Notre deuxième argument est d'être une PME très proche de ses clients, donc avec un niveau de contact très fort. Les personnes qui s'occupent de nos clients savent parler à des gens de diverses cultures et de divers pays. »

Air Support se fixe pour objectif d'augmenter encore sa part à l'export, question de pérennité.

« On ne se fixe pas de seuil. On fait du mieux que l'on peut. On gagne les parts de marché que l'on peut gagner, mais il serait prétentieux de vouloir fixer des chiffres. »

Le club export de la CCI du GERS fait ses premiers pas. François Thibert en fait partie : « L'idée de ce club est double : apporter l'expérience de ceux qui ont l'habitude d'exporter à ceux qui débutent. Démystifier ainsi certaines choses, faire en sorte qu'ils posent les bonnes questions. Et les habitués peuvent

échanger des données sur tel ou tel pays ou secteur. »

Actuellement, les zones qui réalisent les plus gros volumes pour Air Support sont l'Europe proche (Allemagne, Royaume Uni) et l'Asie (Malaisie, Singapour).

Source : Sud Ouest - Gaëlle Richard - 16 septembre 2013

### Zoom sur le Club Export de la CCI du GERS

Le club export, c'est une rencontre trimestrielle de 3 heures à destination des entreprises exportatrices, débutantes ou chevronnées.

Son objectif est de faciliter et dynamiser les démarches à l'international des entreprises gersaises en leur proposant un temps pour :

- échanger des bonnes pratiques,
- créer et développer des synergies,
- approfondir leurs connaissances et élargir leur réseau,
- aider les primo-exportateurs à se lancer à l'international.

Contact CCI du GERS :

Morgane VERGLAS

Tél : 05.62.61.62.56

Email : m.verglas@gers.cci.fr

## INVESTIR MALGRÉ LA CRISE

### Témoignage de Christian Schaerer - dirigeant de Schaerer à Aignan

Christian Schaerer affiche un sourire d'enfant comblé. « Avant on livrait nos pièces à Pau et à Toulouse, maintenant nos pièces voyagent jusqu'à Singapour ou en Norvège ! ». L'entreprise qu'il a rachetée en 2005, avec son épouse Cathy, et dans laquelle ils travaillent tous les deux, ne cesse d'afficher une croissance à deux chiffres.

Schaerer fabrique des pièces pour l'aéronautique et le secteur pétrolier avec des clients comme Total, que l'entreprise gersoise fournit pour la recherche pétrolière en mer.

Si le banquier de Christian Schaerer l'accueille avec le sourire c'est que le chiffre d'affaires de la société permet au patron de faire des projets de développement. Donc de solliciter l'appui des banques pour réaliser les investissements nécessaires. Investir en temps de crise, c'est forcément plus facile lorsque les comptes sont au beau fixe.

Investir permet de nous démarquer de la concurrence, d'être plus compétitifs, plus réactifs. Par exemple, en 2012 et 2013, nous avons acheté une machine pour 1,2 million d'euros mais elle nous permet de travailler la nuit et le week-end. On

arrive ainsi à capter des commandes, donc à pouvoir embaucher. » En 2005, ils étaient neuf salariés. Aujourd'hui ils sont vingt.

« Si la crise nous frappait, cette machine nous permettrait de nous démarquer de la concurrence, remporter des marchés et ainsi sauver l'entreprise ».

Source : Sud Ouest - Gaëlle Richard - 14 octobre 2013

### Zoom sur l'accompagnement au montage de dossier financier

La CCI et Gers Développement accompagnent les entreprises pour financer un investissement, le développement ou la création d'une activité (création d'entreprise, investissement matériel, investissement immatériel : création d'une fonction nouvelle, innovation, recours au conseil, export...)

L'accompagnement au montage de dossier financier, c'est :

- l'étude du dossier et analyse des besoins,
- l'aide à la rédaction du business plan,
- la Mise en relation avec les partenaires ad hoc (financement, commercial, technologique, ...),
- l'aide à la recherche de financements complémentaires et au montage des dossiers (prêts d'honneur, subventions, ...).

Contacts CCI du GERS :

François BEDOUSSAC

Tél : 05 62 60 68 61

Email : f.bedoussac@gersdeveloppement.fr

Jean-Michel JUSTUMUS

Tél : 05 62 60 68 63

Email : jm.justumus@gersdeveloppement.fr

### Zoom sur le pré-diag prévention des difficultés

Le prédiag prévention des difficultés, ce sont des conseils et des mises en relations pour prévenir et anticiper les difficultés liées à une baisse d'activité.

- un diagnostic de la situation financière de l'entreprise (rentabilité, volume d'activité, trésorerie, endettement...)

- l'identification de leviers d'actions

- l'orientation vers les experts pouvant apporter une aide et des conseils adaptés.

Contact CCI du GERS :

Christine AVRIL

Tél : 05 62 61 62 1

Email : c.avril@gers.cci.fr

### ATELIERS "PRET A VOUS LANCER ?"

Les **19 novembre, 3 et 17 décembre 2013** de 9h à 12h à la CCI du GERS à Auch - Place Jean David.

# L'hygiène et la sécurité dans l'entreprise

L'employeur est tenu à une obligation de sécurité dite « de résultat » qui lui impose de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des salariés dans l'entreprise. Il doit assurer l'effectivité de cette obligation, notamment en adoptant des actions de prévention des risques professionnels.

## ASSURER LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS

### L'employeur doit :

- **s'assurer que les lieux de travail** intérieurs et extérieurs sont aménagés de façon que la circulation des piétons et des véhicules puisse se faire de manière sûre ;

- **entretenir et contrôler** les portes et les portails, de même que les installations et les dispositifs techniques et de sécurité des lieux de travail ;

- **s'assurer, lorsque des ascenseurs sont en service dans les locaux**, que le propriétaire des lieux respecte les obligations en matière d'entretien, de contrôle technique et de mise en sécurité de ces ascenseurs et interdire leur utilisation en cas de défaut de fonctionnement tant qu'ils n'ont pas été réparés ;

- **équiper les lieux de travail** d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible, ce matériel devant faire l'objet d'une signalisation par panneaux ; - vérifier que les locaux répondent aux obligations qui existent pour prévenir les incendies (nombre d'issues, sens de l'ouverture des portes, etc.). Lorsque des zones de danger ne peuvent être évitées (ex. : celles comportant des risques de chute), celles-ci doivent être signalées. L'interdiction de fumer doit être signalée à l'aide d'affichettes spécifiques apposées aux entrées des bâtiments ainsi qu'à l'intérieur.

- prévoir des installations sanitaires adéquates ;

- veiller à la propreté des locaux ;

- permettre la bonne aération, le chauffage et l'éclairage des locaux.

L'employeur doit réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques. L'exposition au bruit doit demeurer à un niveau compatible avec la santé des travailleurs, notamment avec la protection de l'ouïe.

## ÉVALUER ET PRÉVENIR LES RISQUES

### Évaluer les risques

L'employeur doit évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris par le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, par l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et par la définition des

postes de travail.

L'évaluation des risques est le préalable obligatoire à la définition des actions de prévention. Une fois que l'employeur a procédé aux évaluations auxquelles il est tenu, il doit reporter systématiquement dans un document unique d'évaluation des risques professionnels tous les résultats obtenus.

### Prévenir les risques

L'employeur met en oeuvre sa politique de prévention en respectant les principes suivants :

- éviter les risques et évaluer ceux qui ne peuvent pas être évités ;

- combattre les risques à la source ;

- adapter le travail à l'homme ;

- tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

- remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou moins ;

- planifier la prévention en y intégrant notamment, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation et les conditions de travail ;

- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Cette obligation générale de prévention des risques est complétée par des règles spécifiques correspondant soit à un type de danger, d'agent ou de produit dangereux (amiante, bruit, etc.), soit à un type d'activité ou d'opération (ex. : manutention de charges, travail sur écran, activité du bâtiment).

Des renseignements peuvent être obtenus auprès de l'INRS ([www.inrs.fr](http://www.inrs.fr)) ou auprès de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail ([www.anact.fr](http://www.anact.fr)).

### Établir un document unique d'évaluation des risques

**La tenue et la mise à jour, au moins annuelle, d'un document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) identifiés dans chaque unité de travail sont obligatoires.**

L'employeur a le choix entre un support écrit et un support numérique. Si le document contient des données personnelles, il doit procéder, en principe, à une déclaration de fichiers auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### Inventaire des risques

L'évaluation reportée dans le document unique comporte un « inventaire » des risques identifiés dans chaque unité de

travail de l'entreprise, y compris ceux liés aux ambiances thermiques. L'évaluation des risques se fait en deux étapes : l'identification des dangers et l'analyse des risques. Les documents établis par le médecin du travail ou les fabricants de produits ne constituent pas, en tant que tels, l'évaluation des risques. Ce sont de simples sources d'information. Les risques sont identifiés au niveau de chaque unité de travail entendue comme un poste de travail, plusieurs types de postes ou situations de travail présentant les mêmes caractéristiques. L'unité peut aussi bien couvrir une activité fixe que des lieux différents (ex. : chantiers).

Le cas échéant, l'employeur doit **consigner la proportion de salariés exposés à des facteurs de risques professionnels** dans le document unique d'évaluation des risques professionnels. L'entreprise a intérêt à se faire assister par des professionnels pour l'identification des risques présents et la mise en place de mesures de prévention (ex. : médecin du travail, commission départementale de sécurité).

**Le document unique doit être tenu à la disposition** des délégués du personnel, du médecin du travail, de l'inspection du travail, des services de prévention des organismes de sécurité sociale, des médecins inspecteurs du travail et des salariés, y compris s'il y a des délégués du personnel dans l'entreprise. L'employeur qui ne tient pas le document unique à disposition des salariés risque une amende de 3 750 €, appliquée autant de fois qu'il y a de salariés concernés.

## PRENDRE DES MESURES DE SÉCURITÉ

**Les consignes de sécurité** ont pour but d'informer les salariés, de rappeler l'existence de risques et de donner les instructions appropriées sur le comportement à adopter. Les consignes d'urgence rappellent la conduite à tenir en cas d'incident. Dans les établissements de moins de 50 salariés, l'employeur doit simplement rédiger des instructions pour assurer l'évacuation rapide des locaux en cas de sinistre.

Mais si des matières inflammables y sont manipulées et mises en oeuvre, une consigne doit être établie et affichée de manière apparente.

En l'absence d'infirmières ou d'infirmiers, ou lorsque leur nombre ne permet pas d'assurer une permanence, l'employeur prend, après avis du médecin du travail, les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. L'employeur doit équiper les lieux de travail d'un matériel de premiers secours (trousse) adapté à la nature des risques et facilement accessible.

L'employeur doit mettre à la disposition des salariés des équipements de travail adaptés au travail à réaliser. Le cas échéant, il doit aussi mettre à leur disposition des vêtements de travail. Il doit également fournir gratuitement aux travailleurs des équipements de protection individuelle (EPI) si les mesures de protection collective s'avèrent insuffisantes. L'employeur qui ne met pas à disposition le ou les EPI nécessaires prend le risque de se voir reprocher une faute inexcusable en cas d'accident du travail consécutif à ce manquement. Tel a été le cas d'un employeur qui n'avait pas imposé le port de harnais de sécurité aux salariés qui travaillaient à plus de 8 mètres du sol sans la protection d'un garde-corps.

**Depuis le 1er juillet 2012**, l'employeur doit choisir un ou plusieurs salariés pour s'occuper des activités de protection et de prévention des risques professionnels de l'entreprise. Ce responsable sécurité élabore et rédige des fiches pédagogiques, des avertissements ou encore des consignes de sécurité. Le responsable sécurité dispose du temps nécessaire et des moyens requis pour exercer ses missions. Il peut demander à être formé en matière de santé au travail.

## FORMER ET INFORMER LES SALARIÉS

**L'employeur doit organiser et dispenser une information des travailleurs sur les risques pour la santé et la sécurité ainsi que sur les mesures prises pour y remédier.**

Cette information peut être faite au moyen d'affiches, de consignes d'hygiène et de sécurité ou de livrets de sécurité.

L'employeur associe le médecin du travail à l'élaboration de cette information.

### Informations/formations spécifiques.

Une information spécifique doit être faite pour la mise en oeuvre ou la maintenance des équipements de travail, l'utilisation des équipements de protection individuelle et l'exposition à certains risques (ex. : exposition à des agents cancérogènes). L'employeur doit organiser une formation pratique et appropriée des salariés à la sécurité au travail. Il s'agit d'instruire les salariés sur les précautions à prendre pour leur

propre sécurité et celle des autres personnes. Cette formation doit être dispensée aux travailleurs nouvellement embauchés, en CDI ou CDD, à ceux changeant de poste ou de technique ainsi qu'à ceux reprenant le travail après un arrêt d'au moins 21 jours, si le médecin du travail le prescrit.

### Formations « renforcées »

Les salariés en CDD, les travailleurs temporaires et les stagiaires doivent bénéficier d'une formation renforcée à la sécurité lorsqu'ils sont affectés à des postes présentant des risques particuliers pour leur santé ou leur sécurité.

## INTERDICTION DE FUMER : PRINCIPE ET AMÉNAGEMENTS

### Pas de tabac dans les locaux de travail

Il est formellement interdit de fumer dans les locaux clos et couverts affectés à l'ensemble des salariés. Cela concerne les locaux d'accueil et de réception, les locaux de restauration collective, les salles de réunion et de formation, les salles et espaces de repos, les locaux réservés aux loisirs, à la culture et au sport, les lieux de passage ou encore les locaux sanitaires et médico-sanitaires, les bureaux (collectifs ou individuels). L'interdiction de fumer ne s'applique pas aux chantiers du BTP lorsqu'ils ne constituent pas des lieux clos et couverts. A contrario, elle s'applique à l'exécution de travaux dans des lieux clos et couverts, en phase de finition.

### Communiquer sur l'interdiction de fumer

L'employeur peut inscrire l'interdiction de fumer dans le règlement intérieur. Cette clause soit interdit de façon générale de fumer, soit rappelle qu'il est interdit de fumer en dehors des emplacements prévus à cet effet. En tout état de cause, ce n'est pas parce que l'interdiction de fumer n'est pas inscrite dans le règlement intérieur qu'elle n'est pas applicable dans l'entreprise.

### Cigarette électronique

L'employeur doit protéger les salariés d'une éventuelle exposition passive au tabac, y compris à la cigarette électronique. Selon l'INRS, il peut donc utiliser le règlement intérieur pour interdire la consommation de l'« e-cigarette » dans les locaux à usage collectif ou individuel ([www.rst-sante-travail.fr](http://www.rst-sante-travail.fr)).

L'interdiction de fumer doit être rappelée par une signalisation apparente informant du principe de l'interdiction, accompagnée d'un message sanitaire de prévention, apposée aux entrées des bâtiments ainsi qu'à l'intérieur, dans des endroits visibles et de manière apparente, des emplacements réservés aux fumeurs, accompagnée de l'avertissement sanitaire, apposée à l'entrée des emplacements (il y sera rappelé que les mineurs de 16 ans ne peuvent pas y

accéder).

Cette signalisation peut être téléchargée sur le site « [www.tabac.gouv.fr](http://www.tabac.gouv.fr) »

## Rendre l'interdiction de fumer effective

L'employeur ne peut pas se borner à interdire aux salariés de fumer et à apposer des panneaux d'interdiction de fumer. Il a une obligation de sécurité de résultat vis-à-vis de ses salariés en ce qui concerne leur protection contre le tabagisme. Il est donc tenu de mettre en oeuvre l'interdiction de fumer et de la faire respecter, par les salariés ou même par les clients de l'entreprise. Pour ce faire, il peut, voire doit, sanctionner le salarié qui ne se conforme pas aux règles édictées en la matière.

### Prévoir des emplacements fumeurs

L'employeur est en droit d'interdire totalement le tabac dans l'entreprise. S'il souhaite réserver un espace aux fumeurs, il doit aménager une salle close, affectée à la consommation de tabac et dans laquelle aucune prestation de services ne peut être délivrée. Le « local fumeurs » doit respecter un certain nombre de normes liées notamment à l'équipement d'un dispositif d'extraction d'air par ventilation mécanique et à la superficie maximale.

### Interdiction de fumer liée à des raisons de sécurité

En plus de l'interdiction générale de fumer, il existe aussi des interdictions spécifiques que l'entreprise doit, le cas échéant, respecter. Ces interdictions visent notamment à prévenir des risques particuliers liés, par exemple, à la présence de produits inflammables ou explosifs. L'employeur doit rappeler l'interdiction de fumer dans les zones concernées par une signalisation spécifique (ex. : stockage de produits inflammables).

## ALCOOL ET DROGUE

### Prévenir les risques liés à l'alcool ou à la drogue

L'employeur doit interdire aux personnes ivres d'accéder aux lieux de travail. Si l'entreprise est dotée d'un règlement intérieur (obligatoire à partir de 20 salariés), l'employeur peut y interdire : l'introduction et la consommation dans l'entreprise de boissons alcoolisées autres que le vin, la bière, le cidre et le poiré (liste prévue par le code du travail), l'autorisation de consommer ces dernières pouvant être limitée au moment des repas dans les locaux affectés à cet effet ; l'introduction et la consommation de toute boisson alcoolisée dans l'entreprise ; l'introduction et la consommation de stupéfiants dont la détention est pénalement sanctionnée et la consommation interdite ; d'entrer et de séjourner dans l'entreprise en état d'ébriété ; de travailler sous l'emprise de l'alcool ou de drogues.

# PROSPECTION PAR E.MAIL : MODE D'EMPLOI

La prospection électronique nécessite que vous ayez obtenu l'accord des personnes physiques dont vous avez collecté l'adresse e-mail. Leur accord doit être donné de façon expresse et préalablement à toute prospection. C'est la règle dite de l'« opt in ». Toutefois, cette règle est plus ou moins rigoureuse suivant la clientèle ciblée.

## SE DÉCLARER A LA CNIL

**Utiliser la norme simplifiée n° 48** : Lorsqu'une entreprise veut constituer une liste de personnes physiques, elle doit préalablement déclarer ce fichier à la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL). Pour son fichier de clients et de prospects, la formalité est relativement simple : l'entreprise peut se limiter à effectuer une déclaration de conformité à la norme simplifiée n° 48 en complétant un formulaire accessible sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr). La déclaration peut être immédiatement transmise à la CNIL par Internet.

**Les risques à ne rien faire** : Si une entreprise n'a pas déclaré son fichier clients, elle ne peut pas le vendre (cass. com. 25 juin 2013, n° 12-17037). De plus, un fichier non déclaré peut conduire à des poursuites pénales ; un emprisonnement de 5 ans et une amende de 300 000 € sont, théoriquement, encourus (c. pén. art. 226-16).

## PROSPECTION DES PARTICULIERS

**Règle de « l'opt in »** : La prospection par e-mail est possible à condition que les personnes aient explicitement et préalablement donné leur accord pour être démarchées (c. postes et communications électroniques art. L. 34-5).

### Sanction à la clef

La prospection par e-mail d'une personne physique qui n'a pas donné son consentement peut être sanctionnée par une amende de 750 € par communication, montant qui peut être porté à 3 750 € par communication si les poursuites sont dirigées à l'encontre d'une personne morale.

### Exception pour les clients - Règle de l'opt out

Lorsque le particulier prospecté est déjà client de votre entreprise, il n'est pas nécessaire d'obtenir son accord exprès et préalable. Il suffit au moment de la collecte de son adresse e-mail de l'informer que son adresse sera utilisée à des fins de prospection ; le mettre en mesure de s'y opposer de manière simple et gratuite.

## PROSPECTION DES PROFESSIONNELS

**Règle de l'opt out** : L'accord exprès et préalable n'est pas nécessaire pour prospecter une personne physique en tant que professionnel. Ce professionnel doit seulement au moment de la collecte de son adresse e-mail : être informé que son e-mail sera utilisé à des fins de prospection ; être en mesure de s'opposer à cette utilisation de manière simple et gratuite. La Commission nationale Informatique et Libertés a admis cette dérogation il y a déjà quelques années, tout en précisant que la règle de l'opt out ne valait que si la prospection était en rapport avec la profession de la personne démarchée. Si la prospection est sans rapport, c'est la règle de l'opt in qui s'applique.

## PROSPECTION DES ENTREPRISES

**Prospection libre** : Les adresses professionnelles génériques

([info@nomsociete.fr](mailto:info@nomsociete.fr), [contact@nomsociete.fr](mailto:contact@nomsociete.fr), [commande@nomsociete.fr](mailto:commande@nomsociete.fr)) sont des coordonnées de personnes morales. Vous pouvez les prospecter librement : vous n'avez ni consentement à obtenir ni information à donner.

**Mettre son fichier à la disposition de ses partenaires** : Pour qu'une entreprise B puisse utiliser le fichier d'adresses e-mails constitué par une entreprise A, les intéressés doivent avoir donné leur accord.

## LES DROITS DES INTERNAUTES PROSPECTÉS

### Droit d'accès

Toute personne physique a le droit, en justifiant de son identité, de vous interroger pour (loi 78-17 du 6 janvier 1978, art. 39) avoir confirmation que des données la concernant sont dans le fichier ; savoir comment ces données ont été obtenues ; connaître précisément ces données, la finalité du fichier et les personnes auxquelles les données sont communiquées. Une copie des données à caractère personnel doit être délivrée à l'intéressé s'il en fait la demande. Il ne peut lui être demandé que le paiement d'une somme symbolique (au plus, le coût de la photocopie).

### Droit de rectification

Toute personne physique peut, en justifiant de son identité exiger de rectifier, compléter, mettre à jour, verrouiller ou effacer les données la concernant qui sont inexacts, incomplètes, équivoques ou périmées. Lorsque des modifications sont ainsi apportées, vous devez justifier, sans frais pour la personne qui en a fait la demande, des opérations que vous avez effectuées. Vous devez également communiquer ces rectifications aux tiers auxquels vous avez transmis les données erronées (loi 78-17 du 6 janvier 1978, art. 40).

### Droit d'opposition

Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant soient intégrées dans un fichier (loi 78-17 du 6 janvier 1978, art. 38, al. 1er). Toute personne physique peut également s'opposer à ce que les données la concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale (loi 78-17 du 6 janvier 1978, art. 38, al. 2). En d'autres termes, une personne est en droit de demander que son nom et ses coordonnées soient retirés du fichier si elle peut présenter « un motif légitime ». Mais, sans avoir à justifier de quoi que ce soit, elle peut demander que son nom et ses coordonnées ne soient utilisés dans aucune prospection. Le droit d'opposition ne doit pas occasionner de frais à la personne qui l'exerce. Vous devez rappeler ce droit d'opposition dans chacune de vos prospections par e-mail (c. postes et communications électroniques art. L. 34-5, al. 5).

## POUVOIRS DE SANCTION DE LA CNIL

La CNIL peut mettre en demeure les entreprises de respecter la loi du 6 janvier 1978. Si ces mises en demeure restent sans effet, elle peut prononcer des sanctions pécuniaires, qui peuvent atteindre 150 000 € pour un premier manquement. En cas de manquement réitéré dans les 5 années suivantes, la sanction peut atteindre 300 000 € (loi 78-17 du 6 janvier 1978 art. 45 et 47).

## CHIFFRES CLES

**SMIC horaire** : 9,43 € au 1er janvier 2013

**Minimum garanti** : 3,49 € au 1er janvier 2013.

**Plafond mensuel de la sécurité sociale** : 3 086 € au 1er janvier 2013

**Indice du coût de la construction INSEE** : 1637 au 2ème trimestre 2013

**Indice des loyers commerciaux** : 108,50 € au 2ème trimestre 2013

**Taux d'intérêt légal pour 2013** : 0.04 %

**Prud'hommes** : Taux de compétence en ressort depuis le 01/10/05 : 4 000 €.

## FORMATIONS CONTINUES POUR LES ENTREPRISES

Toute l'offre de stages de CCI FORMATION GERS est consultable sur son site web : [www.cci-formation-gers.fr](http://www.cci-formation-gers.fr) ou [www.gers.cci.fr](http://www.gers.cci.fr) (rubrique formation).

## STAGES INTER-ENTREPRISES NOVEMBRE - DÉCEMBRE

### DIRECTION D'ENTREPRISE

Elaborer ses budgets prévisionnels : 26, 27 Novembre et 10 Décembre

### MANAGEMENT

Manager son équipe au quotidien : 14, 21, 28 Novembre

Maîtriser sa fonction de chef d'équipe : 18 Novembre et 3 Décembre

### HOTELLERIE - RESTAURATION

Formation obligatoire « hygiène alimentaire pour les établissements de restauration commerciale » : 19 et 20 Novembre ou 17 et 18 Décembre

### COMMUNICATION - EFFICACITE PERSONNELLE

Savoir gérer son stress et tenir le cap sous la pression : 22 et 26 Novembre

### GESTION - COMPTABILITE - SOCIAL

Approfondissement comptable : 18, 22, 25, 29 Novembre et 2 Décembre

Pratique de paie : 21 Novembre, 10, 19 Décembre

### BUREAUTIQUE

Word initiation : 7 et 14 Novembre

Word perf : 19 et 26 Novembre

Excel init : 26 Novembre et 3 Décembre

### SECURITE

Caces R 389 : 21 et 22 Novembre ou 16 et 17 Décembre

Caces r 372 : 2 et 3 Décembre

Caces R 386 : 9 et 10 Décembre

SST base : 3 et 10 Décembre

Habitation Electrique : 28 et 29 Novembre ou 6 Décembre ou 9, 10 et 11 Décembre

CHSCT : 21, 22 et 29 Novembre

Contact : CCI FORMATION GERS

Sophie BERNE

Tél : 05 62 61 62 31

## FORMATIONS CONTINUES EN AGRO ALIMENTAIRE

Toutes les formations peuvent être réalisées sur demande en "intra" en entreprise.

Consultation du catalogue formations 2014 disponible sur le site : [www.formations-agroalimentaire.fr](http://www.formations-agroalimentaire.fr)

## Prochaines formations inter entreprises à Auch au CTCPA/ CRITT :

## Mettre ses étiquettes en conformité avec le nouveau règlement INCO

Les règles de l'étiquetage vont

profondément évoluer dans les années à venir avec le **NOUVEAU** règlement européen INformation des CONsommateurs n° 1169/2011.

• Quels sont, point par point, les éléments à modifier sur mes étiquettes ?

• Quelles sont les échéances d'application ?

• Comment anticiper et préparer l'étiquetage nutritionnel sur les différents produits ?

**Date : 1 jour - 18 février 2014 - AUCH**

Contact CTCPA : Magali LARGEOT

Tél : 04 74 45 52 35

E-mail : [mlargeot@ctcpa.org](mailto:mlargeot@ctcpa.org)

## LE PERMIS DE FORMER: PROCHAINES SESSIONS DE FORMATION

Depuis le 1er août 2013, tous les employeurs du secteur hôtellerie restauration qui souhaitent recruter un jeune en alternance, doivent être titulaire d'un permis de former.

Une formation initiale d'une durée de 14 heures permet d'obtenir ce précieux permis, condition préalable à l'enregistrement du contrat d'apprentissage.

CCI Formation Gers organise, dans ce cadre réglementaire, des sessions de formation dont les prochaines ont lieu les **2 et 9 décembre 2013**, les **11 et 18 février 2014** et les **5 et 12 mai 2014**.

Pour toute information et inscription,

Contact CCI du GERS :

Christine BACQUÉ

Tel : 05 62 61 62 21

[c.bacque@gers.cci.fr](mailto:c.bacque@gers.cci.fr)

## PREPARATION A UN NOUVEL EMPLOI

Nos formations qualifiantes de longue durée se déroulent en Centre de Formation à AUCH avec une période d'application en entreprise en fin de formation.

### 1 formation diplômante

• **AGENT ADMINISTRATIF** en 4 mois à temps complet financés par Pôle Emploi et destinée aux demandeurs d'emploi reconnus handicapés.

Formation sanctionnée par un titre professionnel de niveau V « Agent administratif »

Session du **30 Septembre 2013 au 07 février 2014** au Centre de Formation de la CCI du GERS à Auch.

**Stage en entreprise de 4 semaines** en fin de formation, du **7 janvier au 3 février 2014**

**Objectif** : Donner un ensemble de connaissances théoriques et pratiques dans l'acquisition des compétences opérationnelles en matière de bureautique, organisation, comptabilité, paie et techniques de vente.

### 1 formation qualifiante

**ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E)** en 4 mois à temps complet financés par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Fonds Social Européen.

Session du **8 octobre 2013 au 03**

**février 2014** au Centre de Formation de la CCI du GERS à Auch.

**Stage en entreprise de 4 semaines du 6 au 31 janvier 2014.**

**Objectif** : Former des collaboratrices commercial(e)s doté(e)s de la double compétence administrative et commerciale pour assurer le rôle charnière d'interface entre l'organisation interne de l'entreprise et son action commerciale sur le terrain.

Contact : CCI FORMATION GERS

Jessica BARLOW-PEROTTO

Tél. : 05 62 61 62 32

E-mail : [j.barlow@gers.cci.fr](mailto:j.barlow@gers.cci.fr)

## FORMATION A DISTANCE DEPUIS LA CCI DU GERS

Formations proposées via le réseau **Pyramide** de Formation à Distance de la Région Midi-Pyrénées, sur le site d'Auch au siège de la **CCI du GERS** - Place Jean David à Auch.

L'objectif de ce réseau est de faciliter l'accès à la formation en la rapprochant des stagiaires via internet.

Sont disponibles une cinquantaine de formations aussi variées que : Secrétaire médicale, Initiation et Perfectionnement Bureautique, Assistant de vie CQP, Deuxième chance pour une qualification, Création et reprise d'entreprise, Méthode HACCP, DUSTIC, Administrateur réseau Linux windows junior, Créateur de site web, Programmation internet, Entretien courant spécifique des locaux, Gérer une association, Employé Familial Polyvalent, etc.

Contact CCI du GERS :

Nicolas SOUREIL

Tél. : 05 62 61 62 24

E-mail : [n.souireil@gers.cci.fr](mailto:n.souireil@gers.cci.fr)

Site : [www.reseau-pyramide.com](http://www.reseau-pyramide.com)

## FORMATION "5 JOURS POUR ENTREPRENDRE"

Vous souhaitez **créer ou reprendre** une entreprise commerciale ou de services.

Vous voulez valider votre projet. Vous pensez qu'être chef d'entreprise **ne s'improvise pas**.

La CCI du GERS vous propose une formation de 5 jours pour entreprendre. L'objectif est de permettre à chacun de maîtriser les étapes de la création d'entreprise ; tester et valider la cohérence de son projet ; appréhender les contraintes et les choix juridiques, fiscaux, sociaux ; se former aux principes de base de la gestion d'entreprise ; approcher ses interlocuteurs futurs ; se donner les meilleures chances de réussite.

**Participation au coût** : réduite à 150 € (grâce aux financements CCI du GERS et Europe).

Prochaine session : du **25 au 29 novembre 2013**.

Information ou inscription,

Contact CCI du GERS :

Christine BACQUÉ

Tél. : 05 62 61 62 21

E-mail : [c.bacque@gers.cci.fr](mailto:c.bacque@gers.cci.fr)

# INFORMATION ÉCONOMIQUE

## RESSOURCES EN LIGNE

### Comprendre les marchés pour connaître les territoires

**L'étude** sur les marchés forains dans le Gers, **réalisée par l'Université de Toulouse II - Le Mirail, à la demande de la Direction Départementale des Territoires du Gers (DDT) vise à rendre compte** et mieux connaître les territoires à **travers** leurs marchés. Si les zones d'influence des marchés restent stables, leur capacité au brassage intergénérationnel et interculturel renforce et renouvelle indéniablement leur **rôle social**. Les habitants les plus âgés les fréquentent par « **commodité** » et recherche de **lien social** ; tandis que leur « **ambiance** » séduit les ménages plus jeunes. En moyenne, **57%** des personnes interrogées s'y rendent chaque semaine, avec un niveau de **fidélité élevé**. La recherche spécifique « **du bon produit** » compte autant que **la relation sociale d'échange**. **Le marché est vecteur d'attractivité pour ces pôles de commerce et service**. **54%** des personnes interrogées déclarent favoriser l'achat de produits issus des **circuits courts, labellisés ou respectueux de l'environnement et 65% souhaitent** un achalandage tourné vers les produits locaux ou issus d'une agriculture raisonnée. Outils de connaissance et d'animation d'un village, les marchés sont également utiles pour **l'aménagement du territoire**.

En savoir plus et télécharger l'étude :

<http://www.gers.cci.fr/etude-sur-les-marches-gers>

### La distribution de produits bio à horizon 2017 : quels leviers de croissance dans un marché désormais saturé ?

Une étude Xerfi - Juillet 2013 - 200 pages - Lire la synthèse de l'étude et télécharger le bon de commande sur : <http://www.xerfi.fr/etudes/3IAA46.PDF>

### Plantes à parfum, aromatiques, médicinales, ornementales, textiles, tabac...

Des plantes à petites surfaces loin d'être négligeables - Télécharger la note de l'Agreste - Février 2013 - <http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/primeur298.pdf>

### Le nouveau site [www.gers.cci.fr](http://www.gers.cci.fr) est en ligne : Un site adaptatif et enrichi d'information et services

Le nouveau site de la CCI du GERS élargit son offre de services en ligne pour les entrepreneurs et s'adapte désormais « à la volée » à la taille de l'écran du terminal (ordinateur, tablette, smartphone) grâce à sa conception « responsive design ».

Vous souhaitez investir, recruter, exporter, innover, créer une entreprise ? Vous identifierez facilement l'accompagnement proposé par la CCI grâce au **nouveau moteur de recherche par secteur (professionnel du tourisme, commerçant, PME industrielle, BTP ...) et type de besoin**.

Développer ses réseaux professionnels via twitter et viadeo, **foire aux questions**, annuaire des entreprises, s'abonner aux lettres et flux par secteur, **agenda...** [www.gers.cci.fr](http://www.gers.cci.fr), c'est aussi le portail qui oriente vers l'un des 8 sites de la CCI dédiés à une implantation dans le Gers.

### Suivez-nous sur :

<http://www.gers.cci.fr/flux-rss.html>

<http://www.twitter.com/gerscci>

<http://www.twitter.com/gersbusiness>

<http://fr.viadeo.com/fr/company/ci-du-gers#>

<http://www.scoop.it/t/economie-by-cci-du-gers>

Pour toute information, sur les documents, guides et ressources proposés dans CCI Info :

Contact CCI du GERS :

Catherine MAIRE

Tél. : 05.62.61.62.72

Email : [c.maire@gers.cci.fr](mailto:c.maire@gers.cci.fr)

## MOUVEMENTS D'ENTREPRISES (SEPTEMBRE - OCTOBRE 2013)

Le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la CCI du GERS a enregistré **404** formalités pendant les mois de septembre et octobre : 80 **créations** d'activité, 97 **cessations d'activité** et 227 **modifications** d'inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés du Gers.

### ANCIEN PROPRIÉTAIRE

SARL MSCS  
M. Bruno BLEDA  
SARL ASCTM D'ARCOLE  
SARL LE PIGEONNEAU  
M. Thierry LABRUFFE  
SAS PERRAULT  
EURL VITRAUTO  
MM.FRANCOIS et DUGUA  
Mme Christine DILHAN  
M. Henri DUBORD  
MM Jacques et Claude CARTE  
M. Yves RIZON  
SAS GRELIER POUSSINS  
M. Michel AURENSAN  
Mme Isabelle DARTIGUES  
M. Robert CAMAZZOLA  
M. Marcel TAGLIAFERI  
M. André LABORDE  
SAS Pierre LEBBE  
SARL LES DIX VINS  
M. Ludovic RATEAU  
M. Gérard ZANCHETTA  
SARL L'ENCIERRO  
SARL LE PINOCCHIO  
SARL MOVE

### ACTIVITÉ

Bar Restaurant  
Restaurant  
Bar Restaurant  
Restaurant  
Installation Mat. Elec.  
Accoupage de poussins  
Automobile  
Restaurant, séminaires  
Salon de Thé, Torréfaction  
Restauration Traditionnelle  
Jardinerie  
Négoce paille et fourrages  
Accoupage de poussins  
Négoce produits pétroliers  
Coiffure Mixte Esthétique  
Mécanique  
Terrassements T. Publics  
Boucherie Charcuterie  
Fabrication Emballages  
Café Restaurant  
Librairie Papeterie  
Négoce de paille  
Bar Restaurant  
Restaurant Pizzas  
Café Bar Crêperie

### NOUVEAU PROPRIÉTAIRE

SARL VICTOM  
SARL CHEZ COLETTE  
SARL BARONEDA  
EURL BESSE  
EURL Thierry LABRUFFE  
SAS GRELIER POUSSINS  
SARL VITRAUTO AUCH  
SAS CHEZ DIES  
SARL SAMA'THE  
SARL DUBORD HENRI  
SARL CARTE FRERES  
SARL RIZON YVES  
SA CARINGA SUD OUEST  
SNC ALVEA  
SARL L'ATELIER MSB  
SARL Ets CAMAZZOLA  
SARL TAGLIAFERI et Fils  
M. Ghimel LABORDE  
SAS Caisserie de l'Armagnac  
SARL BAUROCHE ET FILS  
SARL STE LUDO'VIC  
SARL ZANCHETTA AGRI  
M. Jean François ULIAN  
SARL LES COPAINS  
SARL VALEMMAYO

### LIEU

CONDOM  
AUCH  
RISCLE  
RISCLE  
SAINT MONT  
L'ISLE JOURDAIN  
AUCH  
LOMBEZ  
SAMATAN  
JEGUN  
FLEURANCE  
SAINT MEZARD  
L'ISLE JOURDAIN  
CONDOM  
PLAISANCE  
VIC-FEZENSAC  
LECTOURE  
PLAISANCE  
CONDOM  
VIELLA  
VIC FEZENSAC  
MONTAUT LES CRENEAUX  
AUCH  
LOMBEZ  
CONDOM